



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026- 03 -24 - 00001

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
ACTUALISANT LA SITUATION ADMINISTRATIVE
DE LA SOCIÉTÉ « ANNIC »
SISE SUR LA COMMUNE DE LAGUEPIE**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 autorisant la société ANNIC à exploiter une usine de fabrication de chaussures de sécurité au lieu-dit « La Mayounelle » sur le territoire de la commune de Laguëpie ;

VU le porter à connaissance de la société ANNIC en date du 4 février 2016 portant réactualisation de la situation administrative du site par rapport aux exigences relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le porter à connaissance transmis le 27 octobre 2025 concernant une demande de révision des besoins en eau nécessaires pour lutter contre un incendie ;

VU l'avis favorable, en date du 26 novembre 2025, émis par les services départementaux d'incendie et de secours du Tarn-et-Garonne sur le projet de modification des besoins en eau d'incendie ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 16 mars 2026 par courrier recommandé ;

VU la réponse formulée dans les délais réglementaires impartis par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 16 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ainsi que les prescriptions relatives aux moyens en eau à tenir à disposition en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation de Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CodeRST) ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Exploitant

La société ANNIC dont le siège social est situé lieu-dit « la Mayounelle » sur le territoire de la commune de Laguëpie (82250), est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de l'usine de fabrication de chaussures de sécurité sise à l'adresse précitée.

ARTICLE 2. – Tableau de classement

L'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 2013 susvisé, est remplacé par l'article suivant

« Les installations en activité au sein de l'établissement s'établissent comme suit :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2360-1	Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux	Puissance installée des machines : 800kW	A
2661-1-c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomère, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de :	Quantité de polymères : -Isocyanate : 1,72 t/j -Polyol : 2,06 t/j Soit un cumul de 3,78 t/j	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

ARTICLE 3 – Moyens de secours contre l'incendie

L'alinéa b) du paragraphe 6.5.1 du chapitre 6.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 est modifié comme suit :

« b) Poteaux incendie :

Le site est protégé et dispose des poteaux incendie et autres moyens énumérés comme suit :

- un poteau incendie localisé au Nord-Ouest du site à une distance d'environ 150 m ;
- un poteau incendie à proximité directe au Nord-Est du site à une distance d'environ 40 m ;
- un poteau incendie à proximité directe au Sud-Est du site à une distance d'environ 10 m ;
- un point d'aspiration relié au château d'eau assurant un débit de 120 m³/h et un volume total associé de 450 m³.

L'ensemble des poteaux précités doit disposer, en toutes circonstances, d'un débit suffisant pour une utilisation efficace par le SDIS en fonctionnement simultané et tel que prévu par le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Tarn-et-Garonne. Les mesures de débit sont régulièrement effectuées sans dépasser les fréquences prévues par le même règlement. Les débits cumulés des ouvrages précités assurent une volume horaire de 240 m³.»

ARTICLE 4 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 - Notification - Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne dont une copie sera adressée au maire de la commune de Laguérie (82250).

À Montauban, le **24 MARS 2026**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Edwige DARRACQ

Délai et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.